






Extension et restructuration de la direction interrégionale de la protection judiciaire de jeunesse sud-ouest

8, rue Poitevin
33000 Bordeaux

MAITRE D'OUVRAGE	Ministère de la Justice - Délégation Interrégionale du Secrétariat Général Sud-Ouest 13 rue Letellier - CS92100 - 33072 Bordeaux cedex tel : 05 40 45 24 00		
ARCHITECTE DPLG	AGENCE D'ARCHITECTURE F. LAFFITTE 141, avenue Montaigne 33160 St Médard en Jalles Tel 05 56 70 04 40 mail: laffitte.architecte@orange.fr	 <small>AGENCE D'ARCHITECTURE 141 AV MONTAIGNE 33160 ST MÉDARD EN JALLES 05 56 700 440 LAFFITTE.ARCHITECTE@ORANGE.FR</small>	
BUREAU D'ETUDES T.C.E	ACTION 1, rue du 503ème Régiment du Train 33127 Martignas sur Jalle Tel: 09 81 05 30 28 Mail: contact@action.fr	 <small>ACTION^{AS}</small>	
BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUES	IDB ACOUSTIQUE 75 avenue Léon Blum 33600 Pessac Tel 05 56 07 55 55 mail: idb@idb-acoustique.com		
BUREAU DE CONTROLE	APAVE Avenue Gay Lussac BP3 33370 Artigues Prés Bordeaux Tel 05 56 77 38 46 mail: frederique.lauzeille@apave.com		
COORDONATEUR SPS	ELYFEC 32, allée de Boutaut 33070 Bordeaux Tel 06 78 11 28 11 mail: patrice.aprelon@elyfec.fr		

Date: oct. 2025	<h1>CCTP</h1> <h2>PREAMBULE COMMUN</h2>
DCE	

PHASE	DATE	INDICE	MODIFICATIONS

PRÉAMBULE COMMUN A TOUS LES LOTS**01 - OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Le présent CCTP a pour but de décrire tous les ouvrages, les matériaux et leur mise en oeuvre, nécessaires à la réalisation de l'opération suivante : **Extension et restructuration de la direction interrégionale de la protection judiciaire de jeunesse sud-ouest.**

02 - LISTE DES CORPS D'ETAT

Les travaux sont répartis en lots n° 01 à 11 désignés ci-dessous :

- Lot 01 - VRD
- Lot 02 - Gros œuvre / charpente métallique / démolitions / ITE
- Lot 03 - Charpente bois / Bardage bois / Couverture tuiles / Etanchéité / Zinguerie
- Lot 04 - Menuiseries aluminium
- Lot 05 - Menuiserie bois
- Lot 06 - Serrurerie
- Lot 07 - Plâtrerie / Faux plafond
- Lot 08 - Revêtement de sols
- Lot 09 - Peinture
- Lot 10 - Electricité
- Lot 11 - Plomberie Chauffage Ventilation Sanitaires

03 - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION

Le présent descriptif des travaux à réaliser n'est pas limitatif tant en ce qui concerne la description que pour les quantités qui peuvent être mentionnées, elles ne le sont qu'à titre indicatif pour mieux situer les ouvrages. Par conséquent, aucune plus-value ne pourra être acceptée dans le cas d'obtention du marché, sauf en cas de modifications de prestations demandées par le Maître d'ouvrage.

L'exécution des travaux reste soumise aux obligations générales stipulées dans le cours des descriptions du présent CCTP.

Le présent CCTP détaillé par corps d'état, forme un ensemble qui rend solidaires tous les entrepreneurs appelés à coopérer aux travaux projetés. De ce fait, chacun est donc dans l'obligation de prendre connaissance du présent CCTP dans toutes ses parties. Les entrepreneurs sont contractuellement réputés connaître tous les CCTP de tous les corps d'états.

Toutes les dispositions précisées dans ce CCTP ou sur les plans, devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et de disposition d'ensemble. Dans tous les cas chaque entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent CCTP et ne pourra prétendre les avoir ignorés. Chaque entrepreneur contracte, par le seul fait de soumissionner, l'obligation d'exécuter, dans le cadre de sa profession, l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages projetés et ce, conformément aux règles de l'art, de la bonne construction, et suivant l'ensemble de la réglementation.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune majoration de son prix forfaitaire pour raison d'erreurs, d'omissions aux plans ou de détails insuffisants, ainsi qu'aux descriptions du CCTP, étant entendu qu'il s'est rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur l'une ou l'autre des pièces du marché.

Les prestations indiquées doivent être considérées comme des minimums.

Il appartiendra à l'entrepreneur de les augmenter, de les compléter ou de les modifier éventuellement après accord du Maître d'oeuvre, s'ils estiment qu'elles sont insuffisantes à la bonne tenue des ouvrages dont il reste responsable. Il ne sera pas alloué de ce fait d'indemnité ou d'augmentation du prix forfaitaire.

Dans le cas de contradiction entre les plans et la description des ouvrages, l'entrepreneur est tenu de signaler le fait au Maître d'oeuvre, qui communiquera éventuellement sa décision par écrit. Si cette contradiction ne se révélait qu'après la remise des soumissions, le Maître d'oeuvre pourra exiger la solution la plus adaptée soit aux plans, soit au descriptif.

En cas d'erreur ou d'oubli de la part d'un entrepreneur au cours de l'exécution de travaux, celui-ci sera tenu pour responsable de son erreur, ainsi que des modifications et suppléments qu'elle entraînerait pour les autres corps d'état.

Le présent CCTP n'indique que la description type des ouvrages à réaliser. L'entrepreneur est donc tenu d'adapter les prestations à la construction en les complétant si besoin est, afin de prévoir dans ses dépenses, tout ce qui normalement doit entrer dans le prix de travaux exécutés conformément aux règles de l'art.

04 - VERIFICATIONS DES DOCUMENTS

Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un bâtiment existant, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins, les entrepreneurs devront s'assurer sur place, avant toute mise en oeuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues aux plans et au présent CCTP, dans le cas de doute, ils en référeront immédiatement au Maître d'Oeuvre.

Les entrepreneurs ne pourront, d'eux-mêmes, modifier quoi que ce soit au projet du Maître d'Oeuvre, mais ils devront signaler tout changement qu'ils croiraient utile d'y apporter.

Ils provoqueront tous renseignements complémentaires sur tout ce qui leur semblerait douteux ou incomplet, et devront compléter, si besoin est, dans les moindres détails, les plans remis avec le présent document. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront alors responsables de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

05 - CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise et chacun des sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir notamment, avant remise de son acte d'engagement :

- pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site (centre ville), des lieux et abords immédiats, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- procédé à une visite détaillée et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, à l'exécution des travaux à pied d'oeuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports), lieu d'extraction, des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'oeuvre, énergie électrique, eau installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc
- contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'Ouvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public services municipaux, service de sécurité, etc
- avoir pris en compte toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents.

Protection des existants

Toutes précautions seront prises pour éviter d'ébranler les fondations des éventuels bâtiment mitoyens ou proches, des ouvrages en cours ou à conserver.

Les dégâts pouvant y être provoqués du fait des travaux seront réparés par l'entrepreneur et à ses frais, d'une manière satisfaisante pour le Maître d'Ouvre. Ces dispositions s'appliquent à tous les ouvrages ou installations de viabilité enterrés ou non.

Si des ouvrages, réseaux ou lignes de viabilité existants non indiqués sur les plans sont découverts, l'entrepreneur en avisera le Maître d'Ouvre avant tout commencement de travaux et suivra ses directives en ce qui concerne les réserves à prendre dans chaque cas particulier.

06 - REFERENCES AUX NORMES ET REGLEMENTS

Tous les ouvrages seront exécutés selon les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions des textes officiels parues le premier jour du mois qui précède la date de remise des offres.

Tous ces documents, bien que non joints au marché, sont réputés bien connus des entrepreneurs et les parties contractantes leur reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

Si de nouveaux documents devenaient applicables à la présente réalisation au-delà de la date ci-dessus, il appartiendra à l'entrepreneur d'en aviser le Maître d'Ouvre par écrit, en précisant les incidences tant techniques que financières sur son propre lot et en indiquant les conséquences sur les lots qui se trouveraient concernés par ces faits nouveaux.

L'ensemble des travaux et ouvrages sera soumis, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux que leur mise en oeuvre, aux spécifications, prescriptions et impositions de documents officiels en vigueur ci-après :

- Norme Française de l'A.F.N.O.R.
- Normes européennes.
- Le Cahier des Prescriptions Techniques Générales (C.P.T.G.) et les Cahiers des Charges (C.G) rédigés et édités par le CSTB pour toutes catégories d'ouvrages non régis par le D.T.U.
- Il sera en outre indiqué pour certains corps d'état, dans le Devis Descriptif de leur corps d'état, les ouvrages particuliers auxquels ils devront se référer.
- Le R.E.E.F.
- Normes et prescriptions édictées par les Services Administratifs et Techniques des Eaux, EDF, GDF et FRANCE TELECOM.
- Les PV d'essais au feu (à présenter au bureau de contrôle pour chaque localisation de fourniture mis en oeuvre), des matériaux et produits manufacturés utilisés.
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code du Travail.
- Réglementation acoustique
- Instruction Technique n° 246 relative au désenfumage.
- Instruction Technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et au désenfumage.
- Normes et DTU.

Procédés particuliers de construction

Les entreprises pourront proposer au Maître d'Ouvre des procédés de préfabrication ayant l'agrément du CSTB, à condition que ces procédés soient d'une qualité identique, tant au niveau de l'isolation thermique, que de l'étanchéité et de la résistance.

Tous les matériaux n'ayant pas fait l'objet d'un constat de traditionnalité et les éléments d'ouvrage dits de " Technique Nouvelle " devront posséder un avis technique du CSTB ou avoir fait l'objet d'une enquête spécialisée par un organisme agréé et avoir été acceptés par la C.T.P.I.B. (Commission Technique de la Police Individuelle de Base).

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, il serait nécessaire, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvre, que l'entreprise concernée fournisse une police d'assurance souscrite spécialement pour l'opération et donnant les mêmes garanties (biennale et décennale).

07 - CHOIX ET QUALITE DES MATERIAUX

Généralités

Les matériaux utilisés proviendront de carrières, ballastières ou lieux d'extractions, usines, proposés par l'entrepreneur et agréés par le concepteur.

Tous matériaux ou matériels mis en place seront neufs. Ils seront d'origine Française ou provenant d'un pays de la Communauté Européenne ou un pays rattaché économiquement à la France.

La désignation d'un matériel, matériaux par sa marque ou sa provenance suivie ou non du mot "équivalent" implique pour leur emploi, l'accord préalable du maître d'oeuvre.

En l'absence de normes, ils seront de fabrication suivie et courante, de première qualité certifiés par un label ou une qualification syndicale.

Ils devront avoir reçu un avis technique du C.S.T.B. et être agréés par les concepteurs (un exemplaire devra être fourni au bureau de contrôle).

Lorsque deux ou plusieurs appareils de même sorte sont nécessaires, ils devront provenir du même fabricant. Cependant, toutes les parties d'une installation ne proviendront pas nécessairement du même fabricant.

Il est précisé que les caractéristiques des fournitures indiquées au cours du descriptif doivent être considérées par l'entreprise comme minimum acceptable.

Les entrepreneurs ont parfois la faculté de proposer des matériaux, produits et fabrications équivalentes, à condition que les articles proposés en remplacement de ceux prévus dans le dossier technique, soient de même qualité, de même durabilité et d'un aspect identique.

Il est, cependant, spécifié que l'appréciation de l'équivalence des matériaux, produits et fabrications de remplacement, revient aux concepteurs, et qu'en tout état de cause, les entrepreneurs seront toujours tenus d'exécuter les ouvrages selon les spécifications techniques indiquées dans le dossier, l'offre étant réputée avoir été faite dans cette hypothèse. Toute contre-proposition devra avoir pour but une amélioration de la qualité des performances et des services rendus. L'aspect devra toujours être identique à celui demandé.

Dépôt des échantillons, prototypes

Dès la signature de l'ordre de service, chaque entrepreneur est tenu de déposer au bureau de chantier un échantillon de chacun des articles prévus à son lot, tant en appareil que matériaux, produits, etc. pour chaque qualité fournie en vue d'obtenir l'accord définitif d'emploi des concepteurs.

Essai sur échantillons

Ces échantillons seront appelés à subir les contrôles et essais conformes à ceux prévus par les normes en vigueur ou aux règles de la profession, ou à ceux indiqués dans les documents contractuels constituant le présent marché, notamment les essais de fonctionnement.

Si, à la suite des essais, il était constaté que les échantillons livrés ne répondent pas aux spécifications du présent document, le Maître d'Ouvrage interdira l'emploi sur le chantier de ce matériau et refusera tout travail où il aura été employé.

La fourniture d'un autre produit de remplacement de celui initialement prévu, sera alors exigé et il sera alors procédé, sur ce dernier, dans les mêmes conditions, aux mêmes essais que sur le précédent échantillon.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun délai ou indemnité à la suite d'un refus, temporaire ou définitif, d'un lot ou d'un type de matériel ou fourniture.

Stockage des matériaux

Tous matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin et à l'abri des dégradations et des intempéries. Chaque entreprise est responsable de son propre stockage.

08 - MISE EN OEUVRE DES OUVRAGES, PLANS ET DETAILS D'EXECUTION

Chaque entreprise doit tous les plans de détails d'exécution, plans atelier chantier, fiches techniques et notes de calcul technique de leurs ouvrages avant exécution.

Les plans d'exécution et de fabrication de l'entreprise seront vérifiés par la maîtrise d'oeuvre qui devra apposer son visa et seront soumis au Bureau de Contrôle dont l'avis doit précéder tout début d'exécution.

Ce contrôle sert à vérifier si les plans de la maîtrise d'oeuvre ont bien été respectés et à relever les erreurs grossières qui auraient pu être commises. Cela n'engage en rien la maîtrise d'oeuvre quant aux calculs ou aux dispositions de plans faisant entrer en jeu les connaissances spécifiques des entreprises ou de leurs bureaux d'études.

Préfabrication

Pour chacun des éléments préfabriqués, l'entrepreneur soumettra à l'agrément du Maître d'Ouvre le plan des dispositions adoptées et sur lequel figureront également les tolérances : tolérances de dimension, tolérances de fini, tolérances de poids, tolérances d'ajustage.

Ces tolérances, dans le cas où elles influent sur les ouvrages d'autres entrepreneurs, doivent avoir l'accord écrit de ces entrepreneurs.

Les ouvrages fabriqués spécialement seront exécutés suivant les dimensions et dispositions indiquées sur les plans. Une vérification des cotes sur place sera effectuée avant toute mise en chantier.

Mise en place

Les matériaux, les appareils et l'équipement seront mis en oeuvre conformément aux recommandations des fabricants, suivant détails et dimensions indiqués sur le plan du dossier d'exécution et selon les meilleures règles de l'Art.

Modifications

Les détails divers ainsi que les changements ou modifications que l'entrepreneur désirerait appliquer au présent projet, feront également l'objet de dessins d'exécution, accompagnés de toutes les notes de calculs et pièces justificatives qu'il devra soumettre pour approbation préalable au concepteur avant tout début d'exécution.

Tolérance de jeux

Les tolérances de mise en oeuvre du Gros œuvre seront conformes aux règles en vigueur

Les cotes seront vérifiées avant livraison des ouvrages aux autres corps d'état et l'entrepreneur devra remédier immédiatement à tout défaut.

En cas de non observation des cotes, il sera tenu pour responsable des incidences et modifications éventuelles apportées aux travaux des autres corps d'état.

Calcul des déperditions techniques

Le titulaire du lot chauffage établit le calcul des déperditions thermiques du projet (coefficient G1) en fonction des coefficients thermiques des matériaux utilisés par les autres corps d'état qui devront lui être fournis par ces derniers.

Conditions climatiques

Aucun travail d'étanchéité extérieure ne devra être entrepris ou poursuivi lorsqu'il y aura humidification des supports (pluies, etc...) ou quand la température sera susceptible d'influer défavorablement sur les produits, les matériaux.

09 - IMPLANTATION – PIQUETAGE – TRAIT DE NIVEAU - TRAÇAGE

Implantation-piquetage

L'entrepreneur fera établir tous repères fixes utiles, positionnés en planimétrie et en altimétrie et rattachés au NGF.

Il fera également établir l'implantation des bâtiments en planimétrie et en altimétrie conformément au plan général d'implantation. Cette implantation sera matérialisée sur le terrain par un piquetage général.

Les repères d'implantation des constructions seront mis en place par un Géomètre Expert qui sera, en outre, chargé du contrôle de la position correcte des ouvrages réalisés.

Le Géomètre sera missionné par l'entrepreneur de Gros-Œuvre ou VRD selon les ouvrages. L'entrepreneur désignera de préférence le responsable du relevé topographique du terrain.

Un procès-verbal de ces implantations faisant apparaître les alignements, les axes d'implantation, les cotes de niveaux des abords et de la voirie sera dressé par le Géomètre et transmis au Maître d'Oeuvre qui vérifiera la concordance avec son projet.

Les réseaux d'évacuations des eaux résiduaires et des eaux pluviales seront également relevés par le Géomètre tant en planimétrie qu'en altimétrie, avant fermeture des tranchées.

Un procès-verbal d'implantation de ces réseaux faisant apparaître les axes d'implantation, les niveaux des fils d'eau, les sections des canalisations et les niveaux des points de raccordement sera dressé par le Géomètre et transmis au Maître d'Oeuvre, qui vérifiera la concordance avec son projet. Ce plan sera joint au Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) à la charge du lot VRD (ou à défaut du lot ayant en charge la réalisation des réseaux).

L'entrepreneur devra vérifier que les raccordements prévus au projet pourront se faire normalement sur les réseaux existants.

Les éventuelles erreurs qui pourraient apparaître lors de ces opérations seraient immédiatement signalées au Maître d'Oeuvre afin qu'il puisse donner toute indication utile pour la suite des travaux.

Trait de niveau

Un trait de niveau sera tracé et entretenu à + 1,00 m au-dessus des sols finis de chaque niveau, sur murs, huisseries et cloisons, de façon à ce qu'il reste apparent pendant toute la durée des travaux. Il sera à la charge du lot Gros-Œuvre. Les corps d'état secondaires devront se refuser à toute intervention en cas d'absence du trait de niveau. Ce trait devra être effacé avant application des revêtements pour ne pas réapparaître au travers de ceux-ci.

Traçage

Traçage des cloisons à la charge du plâtrier.

Traçage des axes de menuiseries à la charge du menuisier pour les menuiseries s'intégrant dans les cloisons.

Le menuisier vérifiera les tracés avant mise en oeuvre.

Les autres tracés seront effectués par chaque corps d'état intéressé.

10 - RESERVATIONS - PERCEMENTS - SCHELLEMENTS - RACCORDS - CALFEUTREMENTS

Réservations :

Les réservations demandées à l'avance sont dues par l'entreprise ayant en charge le matériau à mettre en oeuvre.

Les réservations oubliées sont à la charge de l'entreprise demandeuse.

Par anticipation, l'entreprise doit remettre un plan de réservations (localisation, dimensionnement) lors de l'élaboration des plans d'exécution. Ces réservations seront reportées sur les plans d'exécutions correspondants.

Dans la mesure où les schémas d'implantation lui auront été remis suivant le planning par les entrepreneurs de second-œuvre et d'équipement, l'entrepreneur du présent lot aura à sa charge l'incorporation dans les bétons et maçonneries de tous les éléments (fourreaux, taquets, tasseaux, fourrures, barres d'ancrage) pouvant être incorporés lors de l'exécution de ses ouvrages.

Cette pose sera effectuée sous le contrôle des entrepreneurs du lot concerné.

Scelllements :

Chaque entrepreneur exécutera ses propres scelllements et ce, qu'elle que soit la nature des matériaux.

Il devra être réservé lors de ceux-ci, tous les nus nécessaires pour exécution des raccords ou revêtements définitifs.

Dans le cas où le Maître d'Oeuvre jugerait les scelllements mal exécutés, il chargerait l'entrepreneur de Gros œuvre ou de plâtrerie, selon la nature du matériau, de reprendre ceux-ci à la charge de l'entrepreneur défaillant sans mise en demeure préalable.

Rebouchages , raccords, calfeutremments :

Chaque entrepreneur chargé du scellement, réalisera à sa charge l'ensemble de ses raccords.

En cas de mauvaise exécution, le Maître d'Oeuvre chargera un autre entrepreneur de reprendre les travaux, à la charge de l'entrepreneur défaillant.

Les rebouchages et calfeutremments autour des canalisations, fourreaux électriques etc... sont à la charge de l'entreprise.

Toutes les réservations doivent être rebouchées afin de préserver le degré CF de traversée de paroi et le degré d'isolement acoustique de paroi (murs, cloisons, plancher de toutes natures).

Les percements réalisés par un corps d'état particulier (pour le passage ou le scellement de ses ouvrages) alors qu'il n'a pas demandé de réservations, sont rebouchés et calfeutrés par le corps d'état particulier. Il en est de même lorsqu'une entreprise ne se sert pas de réservations demandées (surabondance de réservation) : elle assure le rebouchage.

Percements non réservés :

Tous les trous qui n'auront pas pu être réservés dans le béton et le béton armé, faute de spécifications formulées en temps utile, seront à la charge des entrepreneurs défaillants.

Il en sera de même pour les trous qui n'auront pas pu être réservés dans les revêtements qui seront exécutés par l'entrepreneur de revêtements.

Cependant, le Maître d'Ouvrage pourra refuser tous les percements après coup qu'il jugerait dangereux pour l'ouvrage ainsi que toutes solutions de remplacement qui seraient techniquement insuffisantes ou inesthétiques.

Dans ce cas, l'entrepreneur défaillant devra prendre toutes les dispositions nécessaires et supporter à ses frais toutes les conséquences de ce refus pour aboutir à une solution valable et acceptée par le Maître d'Ouvrage.

11 - RECEPTION DES SUPPORTS

Chaque entrepreneur devra donner toutes indications utiles et plans de détails aux différentes entreprises concernées afin de déterminer la limite de fourniture et d'exécution de chacune d'elles et ainsi compléter intégralement leurs travaux respectifs et repousser toute omission possible: aucune plus value en cours de travaux ne pourra être prise en considération. L'entrepreneur devra réceptionner les différents travaux que doivent lui livrer les entreprises concernées en général tous les travaux devant lui servir de support. Il devra signaler par écrit aux architectes avant tout commencement de travaux, les surfaces impropres à la parfaite tenue de ses ouvrages.

Faute de s'y conformer, l'entrepreneur du présent lot sera considéré responsable de la bonne tenue de ses ouvrages et ne pourra demander aucun supplément ou délai. L'entrepreneur devra les calculs des puissances et dimensionnements des équipements.

En cours de travaux, le Maître d'Ouvrage provoquera toute réception de travaux qu'il jugera utile et nécessaire, afin de cerner ce qui est appelé "points critiques" en présence du bureau de contrôle.

Ces réceptions de travaux se feront contradictoirement en présence des corps d'état devant intervenir sur ce dit support, en présence du Maître d'Ouvrage qui tranchera et entérinera les décisions.

Toute entreprise pourra provoquer sur simple demande au Maître d'Ouvrage, une semaine avant son intervention la réception de support, avant ses propres travaux.

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera, par écrit, au maître d'ouvrage, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'ouvrage de prendre toutes décisions en vue de l'obtention de supports conformes.

Le maître d'ouvrage pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires. Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

12 - APPROVISIONNEMENTS – PROTECTIONS – DEGRADATIONS

Approvisionnement des matériaux et matériels

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutentions et montage de ses matériaux, matériels et ouvrages fabriqués sans que le Maître de l'Ouvrage ait à intervenir. Toutes les précautions devront être prises au transport, au stockage sur le chantier et au levage, afin d'éviter la détérioration et la prise d'humidité des éléments stockés.

Les approvisionnements des matériaux sur site, restent soumis aux contraintes de l'organisation de chantier.

Les approvisionnements ne peuvent pas être payés à l'entreprise sur situation mensuelle. Seuls les matériaux mis en œuvre et les matériels et équipements fixés peuvent lui être réglés (ou voir CCAP).

Protection des ouvrages

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages suivant les règles de l'art.

En particulier, il devra prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les ouvrages en cours de construction contre les éboulements dus aux dépôts de matériaux, chocs, chariots, engins, etc.

De même, les arêtes, saillies, etc. seront protégées contre les risques d'épaufrure et de dégradation, après mise en œuvre.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, les entreprises doivent la mise en œuvre de protections sur les parements terminés afin d'éviter qu'ils ne soient dégradés par l'avancement du chantier. (ex : polyane sur les sols souples, protections des arêtes vives, contreplaqués sur vitrages exposés ou bardages, etc...)

Dégradations - vols

Le Maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas avant la réception des travaux, être concerné par les frais résultant des vols ou dégradations sur le chantier, qui, en tout état de cause, resteront à la charge soit de l'entreprise qui en sera la victime, soit du compte prorata ou interentreprises.

L'entreprise conserve la responsabilité de l'ouvrage jusqu'à sa prise de possession par le Maître de l'Ouvrage qui s'étend après réception avec ou sans réserves des travaux.

13 - SÉCURITÉ

La présente opération est soumise à l'obligation de Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (art. R 238.20 du Code du Travail)

Les entrepreneurs adjudicataires seront tenus de prendre toutes les dispositions relatives à la protection des personnes et de sécurité contre les risques d'incendie, en conformité avec les divers règlements en vigueur qu'ils sont réputés connaître. (Les dispositifs de sécurité concernant la distribution d'eau, les dispositifs de sécurité en matière d'installation électrique, les dispositifs de sécurité se rapportant aux ventilations, les dispositifs de sécurité en matière d'installations individuelles de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, les dispositifs de sécurité en matière de locaux collectifs et individuels)

Les entrepreneurs adjudicataires devront également prendre contact au préalable avec les services de sécurité en vue d'obtenir tous les renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

Ils devront rendre compte par écrit au Maître d'oeuvre, de la suite donnée à l'examen de leurs dossiers et leurs approbations, et les informer des dispositions qu'ils proposent de prendre.

Ils ne pourront en aucun cas se prévaloir d'erreurs ou d'omissions tant sur les plans que dans la description des ouvrages pour réclamer une quelconque plus-value sur le montant de leur marché.

L'entrepreneur devra la mise en oeuvre de tous les dispositifs de sécurité collective de chantier réclamés par la réglementation en vigueur concernant les accidents de travail, chutes de matériels et de matériaux. Les échafaudages, leurs dispositifs d'accès, leurs protections, les parachutes seront donc prévus en conséquence, y compris tous les systèmes nécessaires aux ancrages établis en accord avec l'entreprise chargée de l'exécution de la structure.

L'entrepreneur devra l'entretien et la remise en état de tous ces dispositifs pendant la totalité de l'exécution des travaux du présent lot.

L'ensemble des entreprises sont tenues de satisfaire sans supplément de prix à toutes les demandes qui seront formulées par le coordonnateur de sécurité. Celles ci seront exécutées sans délais, faute de quoi les pénalités contractuelles seront appliquées.

14 - NETTOYAGE DE CHANTIER

Les entrepreneurs des différents corps d'état devront le nettoyage des locaux, le transport de leurs gravois et la mise en dépôt en un lieu accessible au chargement : les gravois seront alors enlevés soit par l'entreprise de gros-œuvre soit par d'autres entreprises désignées selon les indications portées au CCTP des différents lots. Ces opérations de nettoyage, descente, sortie et enlèvement aux décharges des gravois devront être répétées autant de fois qu'il sera nécessaire pour que le chantier soit toujours en état de propreté acceptable.

Il en sera de même pour tous emballages, conditionnements, etc.

Dans le cas où les entreprises de second oeuvre n'assureraient pas le nettoyage leur incombant, le Maître d'Ouvre pourra exiger qu'une entreprise spécialisée effectue le nettoyage des locaux aux frais des entreprises défailtantes.

En application de ces principes, et éventuellement par dérogation à ces principes, les divers nettoyages énumérés ci-dessous sont à la charge des entrepreneurs suivants :

- Nettoyage après exécution des travaux de plâtrerie : entrepreneur de plâtrerie.
- Nettoyage après carrelage : entrepreneur de carrelage.
- Nettoyage des appareils sanitaires, chauffage, VMC, filtres divers : entrepreneur du lot plomberie, sanitaire, chauffage, ventilation.
- Parachèvement du nettoyage nécessaire à la préparation des sols avant travaux de carrelage ou de revêtement des sols : entrepreneur de carrelage ou de revêtement des sols.
- Nettoyage général intérieur de réception: entrepreneur de peinture.
- Nettoyage général extérieur de réception: entrepreneur de gros oeuvre.

15 - DISPOSITIONS DE CHANTIER

Voir les précisions portées au CCAP et au PGCSPPS

Période de préparation

La durée de la période de préparation de chacun des marchés de travaux, ainsi que les conditions d'établissements, durant cette période des documents exigés par ces marchés, sont fixées à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux. (sauf dérogations éventuelles mentionnées au CCAP).

Les entrepreneurs remettront toutes les pièces prévues à cet article du CCAG.

Etat des lieux - Constats

Constat d'huissier : Voir les précisions portées au CCTP de chaque lot

Panneau de chantier

Prestation à la charge du lot Gros oeuvre, selon normes et article de référence R 324 1 du Code du Travail.

Installations de chantier

Les installations générales de chantier sont à la charge de l'entreprise de Gros Ouvre suivant les prescriptions définies dans les documents suivants du dossier de consultation: CCAP, PGCSPPS, CCTP du corps d'état Gros oeuvre.

Chaque entrepreneur se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour l'installation de ses chantiers, garage de matériel, logement de son personnel et supporte toutes les charges y afférent.

L'entrepreneur de Gros-Ouvre supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier communes durant le chantier, à savoir (réfectoire, vestiaires, sanitaires, clôtures, etc...) pour l'ensemble des entreprises.

Le coordonnateur en collaboration avec le maître d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage examinera le plan d'installation de chantier ou figurera: les zones de stockage, les zones de cantonnement, les voies d'accès chantier, le stationnement des véhicules légers de chantier, l'installation de la clôture de chantier, ainsi que les dispositions à prendre afin d'éviter les contacts entre l'établissement existant en cours d'exploitation et le futur chantier. Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre dès le début de la période de préparation.

Liaisons extérieures

Les entrepreneurs devront effectuer toutes démarches auprès des services concernés pour obtenir les informations et autorisations nécessaires.

Chaque entreprise concernée par les problèmes de fluides et réseaux devra adresser aux diverses administrations et services intéressés le formulaire type mis au point par l'Administration (CERFA 900 047) "pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics".

Les entreprises resteront responsables des dommages qui pourraient survenir aux édifices riverains, aux ouvrages souterrains de toute nature, à la voirie ainsi que des accidents dus à leur intervention sur le chantier.

Bureau de chantier, installations sanitaires de chantier

Les caractéristiques de ces installations, ainsi que celles de toutes les installations communes sont celles imposées par la réglementation de l'hygiène en fonction des objectifs prévisionnels du chantier.

Hygiène et sécurité

Chaque entrepreneur doit prendre toutes dispositions afin d'assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs, conformément aux lois et décrets en vigueur.

Clôture de chantier

Prestation à la charge du lot Gros œuvre, lot VRD ou lot désigné spécifiquement selon les zones et selon les indications des CCTP de chaque lot, selon normes et règlement.

Voies d'accès

L'entreprise de Gros œuvre aura à sa charge l'exécution des accès provisoires.

Elle fera son affaire des accès et autorisations de voirie. Elle mettra en place les signalisations réglementaires ainsi que celles qui seront demandées sur les permissions de voirie et autorisations de travaux qu'elle aura sollicitées de façon à ce que la circulation publique puisse continuer sans risque.

L'entretien et le nettoyage des abords et des voies publiques seront assurés en permanence pour éviter toute dégradation et tout risque d'accident à la charge des entreprises responsables des dégradations si connues et inscrites au compte prorata si non connues. L'accès du chantier devra être interdit au public sauf autorisation spéciale du Maître d'Oeuvre.

Les entreprises resteront financièrement responsables de toutes dégradations des parties publiques si elles ne respectent pas les réglementations qui leur seront imposées.

Branchements de chantier

Voir les précisions portées au CCAP et au PGCSPPS

Rendez-vous de chantier - Obligations - Pénalités

A la demande de la Maîtrise d'Oeuvre, les rendez-vous de chantier seront hebdomadaires.

Les entreprises convoquées sont tenues d'être représentées par une personne responsable et compétente.

Il est à noter que des pénalités pour retard ou absence seront appliquées.

Évacuation provisoire des eaux pluviales

Voir les précisions portées au CCAP et au PGCSPPS

Fermeture provisoire du bâtiment

Les fermetures provisoires du bâtiment nécessaires pour interdire l'accès en dehors des heures de chantier sont à la charge du lot responsable désigné selon les zones et les CCTP de chaque lot.

Préchauffage du bâtiment

Voir les précisions portées au CCAP et au PGCSPPS

Coupures, débranchements, réalimentations provisoires

Les coupures, débranchements et toutes les réalimentations provisoires nécessaires pendant la durée du chantier ou justifiés par le phasage des travaux (électricité, plomberie, chauffage, ventilation, etc...) seront réalisés par les lots techniques spécialisés.

Protection contre l'incendie

Il est strictement interdit d'allumer un feu (notamment du genre "brasero") sur le site du chantier. Les matériaux inflammables seront stockés selon la réglementation en vigueur. La lutte contre l'incendie est à réaliser conformément aux dispositions du PGC.

16 – ESSAIS ET CONTROLES

L'entreprise est tenue de satisfaire sans supplément de prix à toutes les demandes du contrôleur technique dans l'exercice de sa mission.

Opérations de contrôle

Les contrôles et essais s'effectueront en trois périodes distinctes :

- Avant exécution des travaux : Ce sont les essais et contrôles préalables des matériaux prévus au présent document. Ils seront effectués sur le chantier ou en usine.
- Pendant l'exécution : Ils ont pour but de vérifier si les matériels et matériaux mis en oeuvre sont conformes aux prescriptions et échantillons agréés.
- Après exécution des travaux : Ce sont les opérations relatives à la réception des ouvrages et installations.

Vérification de fonctionnement

Ces contrôles et vérifications sont décrits au document technique COPREC n° 1 et rappelés au C.C.T.P. propre à chaque corps d'état.

Ils seront conduits suivant les prescriptions du document technique susvisé et feront l'objet de procès-verbaux conformes aux modèles du document technique COPREC n° 2.

Ces contrôles et essais seront effectués par l'entreprise à ses frais.

L'interprétation des résultats sera assurée par le bureau de contrôle dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

L'entreprise a la possibilité, si elle le désire, de faire réaliser ces essais par un organisme de son choix à ses frais.

Contrôles relatifs à la sécurité des personnes

Selon missions commandées par le Maître d'Ouvrage. Dans le cas où cette mission est confiée à un coordonnateur SPS, l'entrepreneur communiquera directement à celui-ci tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier, ainsi que tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, l'entrepreneur doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Les entrepreneurs viseront toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination ou dans les éventuels compte rendus transmis.

Autres essais et contrôles

En début de chantier, l'entrepreneur précisera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques soient convenablement protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément au DTU ou règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'entreprise réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigées par les pièces écrites.

17 – RECEPTION

Voir les précisions portées au CCAP

Libération du terrain

En fin de chantier, l'entreprise devra assurer l'enlèvement des installations provisoires qu'elle aura édifiées, ainsi que les matériaux qu'elle aura stockés sur les emplacements mis à la disposition des entreprises par le Maître d'Ouvrage. L'entreprise devra, en outre, le nettoyage et la remise en état de ses emplacements.

Finition des travaux

L'entreprise est tenue d'assurer avant réception le bon achèvement des travaux et de procéder aux finitions et mises au point qui s'y rapportent.

La réception une fois prononcée et pendant la période de garantie contractuelle, l'entreprise doit, sous la direction du maître d'œuvre :

- réparer les imperfections de construction révélées par la mise en fonction de l'ouvrage
- régler les installations et équipements techniques et, s'il y a lieu, procéder à la mise au point définitive.

Dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) à fournir au maître d'oeuvre

Dès la fin des travaux, chaque entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage des Dossiers complets des Ouvrages Exécutés, dématérialisé, accompagné d'un bordereau récapitulant toutes les pièces, comportant :

- les plans de récolement
- les plans et détails d'exécution
- les plans atelier chantier
- les schémas et plans des installations techniques
- les fiches d'autocontrôle et d'essais de tous les matériels
- les fiches techniques de l'ensemble des matériels mis en oeuvre avec leur repérage sur les plans (code à définir)
- la liste des matériels avec leur code, marque, référence, position, caractéristiques techniques principales
- la liste des pièces détachées concernant chaque matériel avec marque, type, référence et position
- les notices de fonctionnement
- les PV d'essais
- les garanties des constructeurs et fournisseurs

L'ensemble de ces documents sera également transmis sous forme dématérialisée en PDF sur clé USB (y compris les documentations techniques qui devront être numérisées par un scan si nécessaire)

L'ensemble des plans concernant les lots techniques sera remis sous forme de fichiers AUTOCAD par l'entrepreneur (fichier DWG). L'ensemble des fichiers informatiques (plans, dossiers, notices, tableaux) seront fournis sur clé USB.

Le Marché de l'entreprise ne sera pas soldé sans remise de ces documents.

Dossiers des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.) à fournir au coordonnateur SPS

L'entrepreneur fournira au Coordonnateur de Sécurité tous les documents qui lui seront réclamés (plans, notices d'entretien et de fonctionnement), notamment pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.).